

## Les questions humaines au cœur du développement durable

*"Le PIB mesure à peu près tout, sauf ce qui fait que la vie est digne d'être vécue". Déjà dans les années soixante, des lanceurs d'alerte tel Robert KENNEDY dressaient un constat sans appel sur l'inconséquence de notre système de mesure de la richesse. Nous le savons aujourd'hui plus que jamais, choisir comme phare de notre développement un indicateur centré sur les flux financiers nous a effectivement fait tourner la tête. Pour autant, il n'est pas juste de dire que le PIB nous a aveuglés<sup>1</sup>. Considérer qu'un outil instrumentalise ceux qui s'en servent relève, en effet, d'une stratégie d'évitement des questions fondamentales. Cette pratique est devenue, il est vrai, un véritable "sport international"<sup>2</sup> au cours des dernières décennies. Car ce n'est pas l'indicateur lui-même, mais l'usage que nous avons fait qui nous a conduits à la sortie de route.*

*Alors, ne nous défaussons donc pas de notre responsabilité. Assumons le constat que nous jouons aux papillons de nuit et que nous nous brûlons les ailes tant nous sommes subjugués par les billets de banque et la logique du toujours plus de biens matériels.*

*Nous savons qu'il y a urgence à revisiter notre représentation de la richesse, ou plus exactement à revenir aux fondamentaux de ce qui fait valeur(s) ("forces de vie").*

Alors que l'année 2011 tend vers sa fin, la gravité et la multiplicité des crises systémiques auxquelles nous devons faire face ne peuvent plus être occultées. L'heure n'est donc plus – enfin – à jouer aux autruches. Pourtant, nous agissons "comme des somnambules"<sup>3</sup>, et il n'est pas encore sûr que nous réussissions à nous défaire du "syndrome du lemming"<sup>4</sup>.

Jamais, les interdépendances entre les peuples du monde n'ont été aussi marquées. Cette situation est en soi une chance, car elle sous-tend la possibilité de développer l'interaction entre toutes nos cultures, et de promouvoir de nombreuses formes de solidarité. Malheureusement, dans l'état actuel des choses, ces interdépendances, subies par le plus grand nombre, génèrent plus de peurs et de rancœur que d'envie de faire ensemble.

Nous sommes face à une alternative : nous pouvons adopter une posture fataliste face à la globalisation économique et à ses logiques d'accumulation des biens matériels et de spéculation monétaire. Ou bien nous pouvons décider d'entrer en résistance en optant pour une mondialisation choisie fondée sur les dynamiques interculturelles et la complémentarité entre les territoires.

---

<sup>1</sup> Joseph STIGLITZ, Prix Nobel d'économie, en 2009 lors de la remise au Président de la République française du rapport de la "Commission pour la mesure de la richesse et du progrès social" qu'il présidait

<sup>2</sup> Clin d'œil à la pièce de théâtre "le championnat du monde de la stratégie d'évitement des questions fondamentales" de la Cie de la Tribouille, coécrite et mise en scène par Philippe PIAU

<sup>3</sup> Cf. Edgar MORIN, philosophe français

<sup>4</sup> Légende ou réalité, les lemmings sont capables de suicides collectifs

Une question mérite dès lors notre attention, à savoir : "*qu'est ce qui compte vraiment?*". De la réponse que nous y apporterons, découleront des jours qui s'assombriront encore davantage, ou qui s'éclairciront.

Porteur d'une vision du monde visant "*l'harmonie entre les humains et l'harmonie entre les humains et la nature*"<sup>5</sup>, le concept de développement durable ouvre dans ce cadre de nouveaux horizons, et trace de nouvelles voies pour "faire société" autrement.

Souvent réduite à une approche technique de l'environnement ou opposée à la notion de décroissance, la notion de "durabilité" nous invite en fait à nous réapproprier le sens littéral du terme de développement<sup>6</sup>. Pour différencier ce qui fait abondance et ce qui fait pauvreté<sup>7</sup>, déterminer ce qui doit croître et ce qui doit décroître. Pour réussir à passer d'une "société du beaucoup d'avoirs pour quelques-uns" à une société "du bien-vivre pour tous, ensemble, dans un environnement préservé et partagé".

Cependant choisir la voie ainsi ouverte impose de prendre conscience que le changement de paradigme ne se fera pas sans (re)mettre les questions humaines et culturelles au cœur de nos préoccupations et de nos façons d'agir.

*"... Une société ne se définit pas seulement en référence à son système institutionnel, ou à l'ensemble des valeurs qui la distingueraient des autres sociétés. Elle renvoie toujours, en même temps, à un compromis sur le partage des richesses."*<sup>8</sup>

## **1. Questions humaines et cultures au cœur du développement durable**

Les deux définitions fondatrices du développement durable traduisent la position commune des lanceurs d'alerte des années 70 et des inventeurs du concept qui situaient le rapport de l'humanité à elle-même comme l'un des aspects majeurs de notre rapport au développement.

En évoquant la solidarité "*entre les générations actuelles et avec les générations émergentes et futures*", le rapport "notre avenir à tous"<sup>9</sup> de 1987 situe les liens humains et la cohésion entre tous comme l'un des fondements d'un nouveau projet de société. Cette définition comporte cependant une ambiguïté, lorsqu'elle appelle à répondre aux besoins des

---

<sup>5</sup> Cf. Commission mondiale du développement durable 1988

<sup>6</sup> Se développer, croître... c'est grandir

<sup>7</sup> Cf. la démarche du Peuple Kichwa de Sarayaku en Equateur, dont les références culturelles n'intègrent pas la détention de biens matériels. Pour eux, l'abondance ce sont les liens sociaux, la biodiversité, .... Et la pauvreté se traduit par la pollution, la déforestation, ....

<sup>8</sup> Pierre ROSANVALLON et Thierry PUECH

<sup>9</sup> Dit "rapport Brundtland", du nom de la présidente de la Commission internationale en charge de sa rédaction

populations d'aujourd'hui et de demain, via un meilleur usage<sup>10</sup> et une meilleure répartition des ressources. Lue avec une approche capitaliste du monde, elle peut en effet apparaître comme la caution implicite d'un rapport consumériste à la diversité culturelle et à la nature.

En visant "*l'harmonie entre les humains, et l'harmonie entre les humains et la nature*", la Commission mondiale du développement durable a proposé un cap plus clair. Car ce n'est pas tant la réponse aux besoins qui est ici centrale, mais plutôt la recherche d'un rapport aux autres fondé sur la cohésion sociale et l'interaction entre les cultures (à l'opposé des logiques d'assimilation, d'insertion, d'intégration, ou encore d'inclusion<sup>11</sup>). Dans une vision apaisée du rapport à la nature, celle-ci n'est plus considérée seulement comme une pourvoyeuse de ressources, mais comme une entité à part entière dont l'équilibre et la préservation conditionnent l'avenir.

Ainsi, la Commission mondiale considère que l'humanité n'est pas seulement une espèce vivante parmi d'autres, mais pas pour autant qu'elle est supérieure aux autres espèces. Elle rappelle que les humains témoignent de deux caractéristiques particulières:

- Un patrimoine à part, celui de la diversité culturelle, jusque-là maltraité mais qu'il est encore possible d'apprendre à respecter
- Une aptitude à la destruction de la planète jamais égalée. Ce qui, pour peu que nous acceptions de renoncer à notre face "docteur Mabuse", nous permet inversement d'avoir collectivement les clefs pour arrêter le massacre et prendre une autre voie.

Dans ce contexte, la question n'est pas de savoir si la culture doit devenir le quatrième pilier du paradigme du développement durable, mais bien de faire en sorte qu'elle soit prise en compte comme un fil conducteur de chacune des dimensions à intégrer, pour envisager le chemin vers la durabilité. Car, ce sont bien nos cultures qui influencent nos valeurs et notre vision de la richesse, notre approche de la question sociale ou de l'économie, du rapport à la nature et de la gouvernance. Ce sont encore elles qui sous-tendent les différentes formes que peut prendre notre créativité, notre capacité ou non à lâcher prise pour inventer un avenir collectif pacifié et un nouveau projet de société.

---

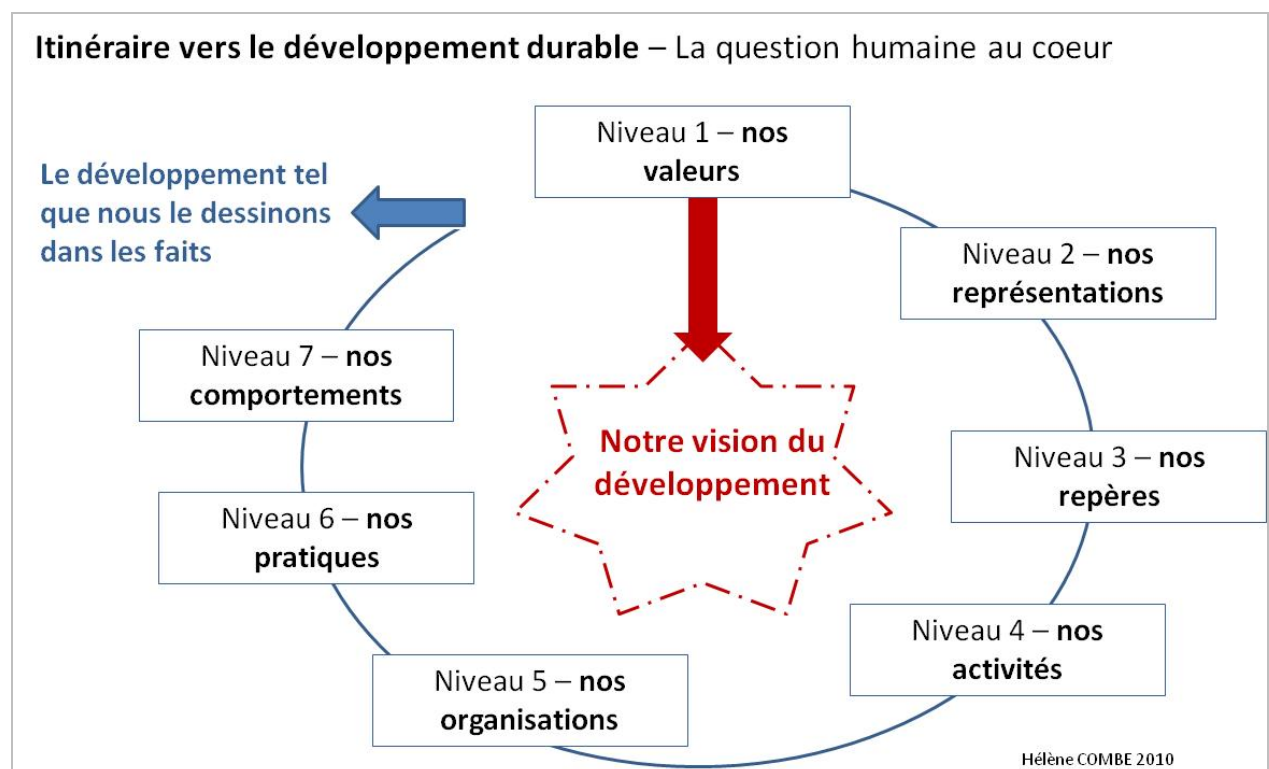
<sup>10</sup> Rappel, si consommer signifie au sens littéral "faire usage de", le terme est aujourd'hui associé à acheter. Dès lors, la notion de besoin ne renvoie plus directement aux biens vitaux, mais est souvent confondue avec l'accumulation des biens matériels.

<sup>11</sup> Terme dangereux aujourd'hui utilisé dans les politiques européennes (inclure au sens littéral = enfermer)

## 2. Sept niveaux de transformation pour avancer dans le sens du développement humain durable

Pour construire un nouveau modèle de développement, les chemins raccourcis sont souvent présentés comme porteurs de solutions immédiates. Il suffirait ainsi de repenser nos outils de pilotage, nos indicateurs de richesses, pour définir un autre paradigme et résoudre les problèmes auxquels nous devons faire face.

Si la refonte de nos systèmes de guidage est effectivement un passage obligé, il serait trompeur de la considérer comme un préalable. Dans une posture transformatrice, cette question constitue, en effet, seulement l'une des étapes d'un processus plus complexe au cœur duquel les repères culturels vont le plus souvent donner le "la".



Le premier niveau à interroger pour entrer en durabilité est celui de nos valeurs, c'est à dire ce qui, pour nous, fait sens, "forces de vie"<sup>1</sup>, richesses. Selon nos choix, le fondement même de notre vision du développement et le fil conducteur de notre contribution sociétale sont ici définis.

Dans le monde tel qu'il va, le retour aux valeurs humanismes ne va pas de soi tant la finance a pris la main. Il constitue pourtant la seule voie d'accès à une mise en projet des populations du monde, dans leur diversité, ainsi qu'à une relation pacifiée avec la nature. Cette approche du développement est lourde d'impact, puisqu'elle remet en cause des évidences qui se sont imposées au fil des années, comme par exemple la légitimité absolue de la marchandisation.

Elle invite, dans ce cadre, à repenser des concepts fondateurs, comme celui des biens communs (de l'humanité).

Les "biens communs", ou les biens sans lesquels il n'y a :

- Ni vie humaine : l'air, l'eau, la terre, la biodiversité
- Ni société : la diversité culturelle et l'éducation (fondée sur les notions d'altérité et d'équité)

→ A différencier des "biens publics", utiles mais non vitaux pour vivre en société (tels : l'énergie, les transports ou l'espace publics, ...) et leviers potentiels pour accompagner un nouveau modèle de développement.

Nous ne pourrions pas dire "nous ne savions pas". Je pose donc le constat que nous connaissons la mise en danger de nos biens communs, et je pars du postulat qu'il est inacceptable et inéquitable de continuer à confier la préservation et/ou la gestion de ces biens communs à des organisations à but lucratif, qui plus est spéculatif.

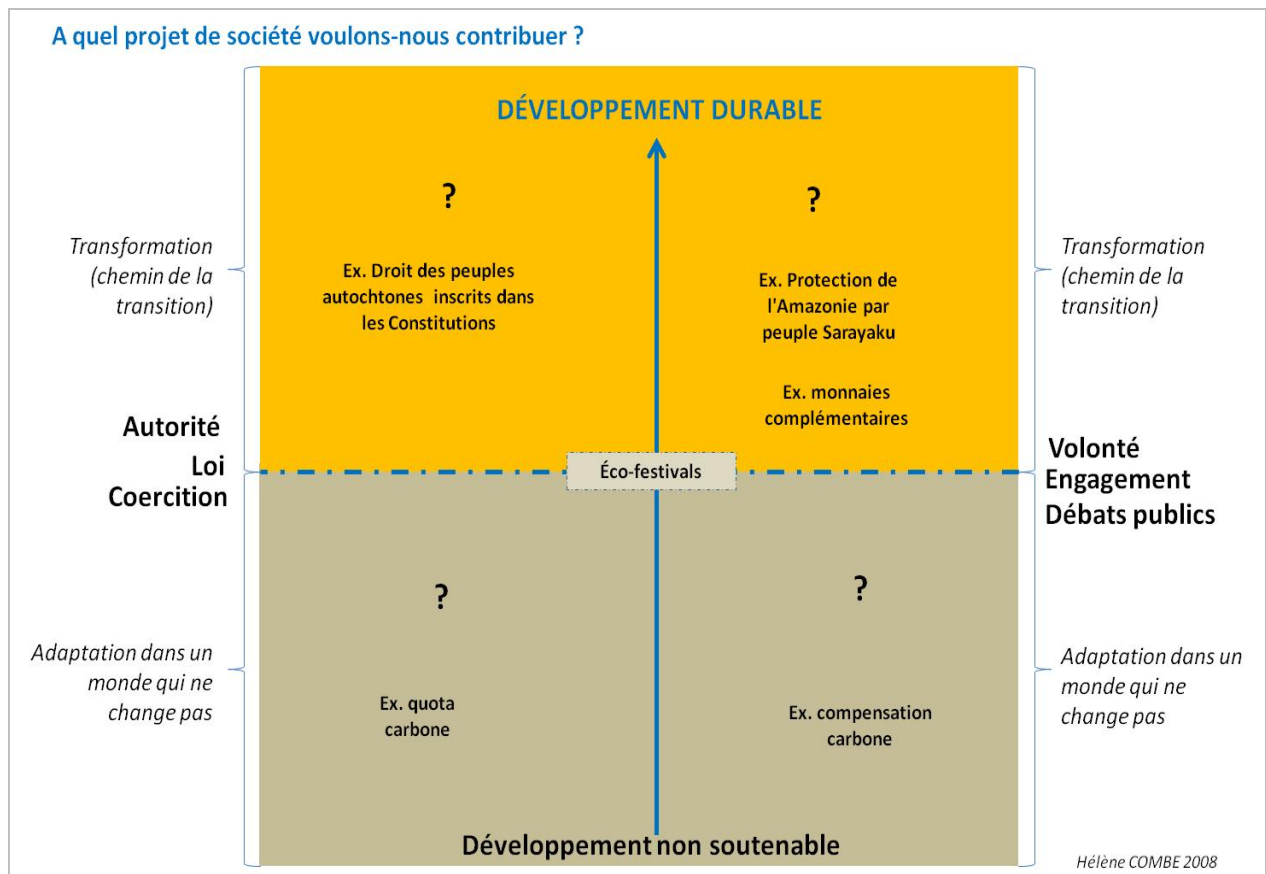
Nous devons tous nous situer en tant que veilleurs et garants de ces biens communs<sup>12</sup>, et en assurer la protection et la gestion de façon transparente, équitable et démocratique. Nous devons apprendre que nous vivons dans un monde « fini » et dans un contexte démographique qui impose une meilleure répartition des richesses

Nos valeurs conditionnent également notre posture face à l'évolution du monde. Souhaitons-nous simplement ajuster le modèle productiviste dans lequel les pays occidentaux se projettent depuis plusieurs décennies, ou sommes-nous prêts à nous engager dans le sens d'une transformation radicale (d'une "métamorphose"<sup>13</sup>)? Optons-nous pour la responsabilité et l'engagement, ou comptons-nous seulement sur la technique et sur la Loi pour nous donner les clefs du futur?

---

<sup>12</sup> Par exemple, nous avons la responsabilité d'être **des citoyens de l'eau**, avant d'être des usagers de l'eau

<sup>13</sup> Cf. Edgar MORIN



Le deuxième niveau de la construction d'un nouveau modèle de développement est celui de **nos représentations**, c'est-à-dire des images, des a priori, voire des fantasmes que nous projetons sur notre contribution au monde, sur les autres et sur notre rapport à la nature.

Sur ces différents aspects, l'influence de nos cultures sociale, géographique, politique, religieuse, professionnelle, ... est considérable.

Pour illustrer, citons notre rapport à l'argent. Inexistant dans le registre des richesses pour des peuples autochtones comme les Kichwa, il est objet de désir impie pour la religion catholique. C'est cette dernière qui instaura, d'ailleurs, les monnaies d'indulgence<sup>14</sup>, à l'origine non avouée (ou inconsciente) des quotas carbone, ou d'autres systèmes de compensation des dommages écologiques ou sociaux.

Autre dimension fortement dépendante de nos fondements culturels : le rapport au temps. La perspective d'une vie "finie" (c'est-à-dire d'une fin de vie irrémédiable et définitive), ou au contraire de l'immortalité sous-tendue par une croyance en la réincarnation, conditionnent incontestablement nos comportements et nos façons d'agir. De la même façon, la maladie

<sup>14</sup> Tel le système de compensation monétaire mis en place en faveur des financiers (impies de par leur métier même) pour qu'ils accèdent au Paradis

du temps saturé, génératrice de stress, ne touche qu'une partie des pays du monde dits industrialisés.

"... Nous avons perdu le temps de la convivialité. Il est temps de cesser de penser que l'essentiel dans notre vie est de nous déplacer de plus en plus vite vers un lieu de travail situé de plus en plus loin car concentré dans les pôles urbains. Il est indispensable de retrouver des logiques de proximité entre le domicile et l'activité professionnelle..." Parmi les deux mille personnes qui ont organisé ou participé à des débats dans le cadre du projet "nouveaux indicateurs de richesses en Pays de la Loire", nombreuses sont celles qui ont cité le temps de la convivialité comme une richesse perdue, à reconquérir. La culture du "tout urbain" et des réseaux sociaux internet comme espace central des échanges conviviaux semblent avoir atteint le seuil de l'inacceptable.

A quand des territoires "du temps retrouvé" ? A quand un style de vie dans lequel nous n'accepterons plus de nous contenter des seuls temps et espaces collectifs (où l'on se croise sans se côtoyer vraiment - ex. transports publics, cinéma, salle de sports, centres commerciaux, ...), mais où nous privilégierions le temps partagé (les moments où l'on se met en lien avec les autres, qui nécessitent de la négociation et du faire ensemble - ex. une chorale, en engagement associatif,... ?!

#### Les six questions de la démarche "nouveaux indicateurs de richesses en Pays de la Loire

En Pays de la Loire et en lien avec le monde :

- ↪ Quelles sont les richesses que nous avons hier et que nous n'avons plus aujourd'hui?
- ↪ Quelles sont les richesses que nous n'avons pas hier et que nous avons aujourd'hui?
- ↪ Quelles richesses avons-nous préservées?
- ↪ Qu'est-ce qui compte le plus?
- ↪ Qu'est-ce qui serait le plus grave de perdre?
- ↪ Quelles richesses voulons-nous transmettre?

En tête des quarante-huit richesses prioritaires qui sont apparues : les liens sociaux, l'éducation, le respect et l'humanité, l'environnement, l'emploi, la liberté,...

A l'heure de la rédaction de cet article, les travaux collectifs se poursuivent pour passer des thèmes de richesses aux indicateurs territoires.

Pour en savoir plus : [www.boiteaoutils-richessespdl.fr](http://www.boiteaoutils-richessespdl.fr)

*"Pour résoudre un problème, il faut changer l'état d'esprit qui l'a créé."*

Albert EINSTEIN

Le troisième niveau dans notre construction humaine d'un nouveau rapport au développement est celui de **nos repères et nos instruments de pilotage**.

Comme évoqué précédemment, les outils avec lesquels nous guidons notre société et nos vies sont déterminés par notre vision du monde. Elle influence fortement les caps que nous fixons, et l'usage que nous faisons desdits instruments.

Ainsi, choisir comme repère pour l'action le Produit Intérieur Brut ou le Bonheur Intérieur Brut témoigne d'une conception totalement différente de la vie. Le premier pose la question monétaire au centre de l'analyse. Le second donne une place équivalente à l'économie, la culture, la protection des ressources naturelles et de la gouvernance.

Conçu en 1934 par l'économiste américain Simon Kuznets, le **Produit Intérieur Brut** (PIB) est un indicateur monétaire synthétique (indice) ayant pour vocation principale de suivre l'évolution des flux financiers de la production et de la consommation. Considéré comme "objectif", le PIB est pourtant subjectif puisqu'il témoigne d'une vision orientée de la société : par exemple, les activités domestiques ne sont pas prises en compte dans le calcul du PIB, sauf le bricolage et le jardinage. La garde d'enfants, la cuisine, plus particulièrement dédiée aux femmes (en 1934 comme aujourd'hui) étaient ainsi considérés "sans valeur". Ce qui conduit l'économiste Jean GADREY à considérer le PIB comme "*un indice sexiste*".

Utilisé pour un usage qui n'était pas le sien, à savoir devenir le "phare" de développement des pays industrialisés (puis de l'ensemble des pays du monde), le PIB nous a dessiné une mauvaise route. Mais contrairement aux dires de Joseph STIGLITZ, prix Nobel de la paix en économie 2001<sup>15</sup>, focaliser notre regard sur les questions financières et mettre au deuxième plan les préoccupations culturelles, sociales, environnementales et démocratiques ne relève pas de la responsabilité de l'outil, mais bien de la nôtre.

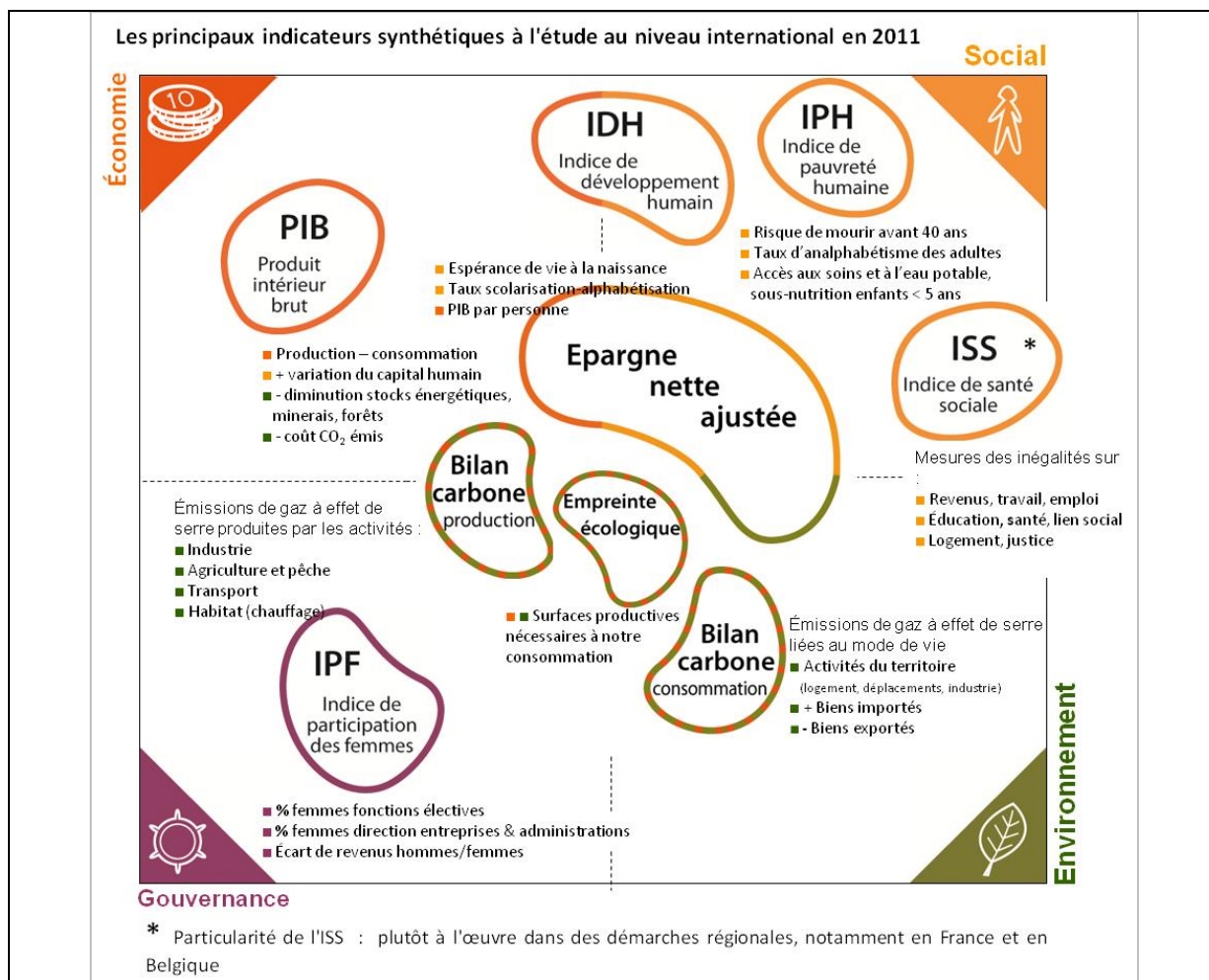
Proposé par le roi du Bhoutan, Jigme SINGYE WANGCHUCK, en 1972, le **Bonheur Intérieur Brut** (BIB) a pour but d'intégrer les références bouddhistes dans la conduite de la stratégie économique de l'Etat. Dans le BIB, quatre dimensions ont une valeur égale :

- croissance et développement économiques
- conservation et promotion de la culture
- sauvegarde de l'environnement et utilisation durable des ressources
- bonne gouvernance responsable.

---

<sup>15</sup> Lors de la séance officielle de remise du rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social qu'il présidait au Président de la République française en septembre 2009, Joseph STIGLITZ avait indiqué que le PIB nous avait "aveuglés". Mais nous sommes responsables de notre aveuglement, sauf à considérer que des outils auraient la capacité de prendre la main sur notre propre destin.





Pour aller plus loin sur les indicateurs alternatifs au PIB, et plus globalement sur les nouveaux indicateurs de richesses: "La richesse autrement", numéro hors série "alternatives économiques/Forum pour d'Autres Indicateurs de richesses (FAIR) mars 2011

Dans le même esprit, accepter que les agences de notation financière ou extra-financière dirigent la stratégie des Etats relève d'une approche capitaliste et spéculative, c'est-à-dire d'un parti pris totalement discutable en termes de conduite des affaires publiques<sup>16</sup>. Elle sous-tend une logique de compétition<sup>17</sup> (via la notation, le "benchmarking"<sup>18</sup>) entre les acteurs et les territoires, à l'heure où la sortie de crise devrait au contraire reposer sur la complémentarité et la collaboration entre tous. Elle légitime, par ailleurs, la monétarisation de tous les échanges. Et ce, même jusque dans la relation avec la nature, comme en témoignent les "savants" calculs en cours autour de "la rémunération des services

<sup>16</sup> Voir démonstration de la non légitimité des agences de notation extra-financière d'évaluer les démarches développement durable des collectivités, réalisée en 2007 par l'Observatoire de la Décision Publique en lien avec l'association des Communautés Urbaines de France, via recherche-action à partir du Grand Lyon et de Marseille Provence Métropole.

<sup>17</sup> "Une logique de gladiateurs", Jean FABRE ancien directeur adjoint du Programme des Nations Unies à Genève

<sup>18</sup> Mot anglais usité dans le milieu des grandes entreprises dans un premier temps, puis largement diffusé dans les collectivités. En français : étalonnage, jalonnement

environnementaux"<sup>19</sup>. Elle légitime enfin la vision d'une culture marchandisable à merci, en confondant la question de la viabilité économique avec la spéculation sur les œuvres d'art...

Le quatrième niveau d'interrogation est celui de **nos activités humaines**

En fonction des cultures, la question des activités revêt plusieurs facettes. Dans nos sociétés occidentales, les activités sont assimilées au travail, et plus encore à l'emploi (salarié), c'est-à-dire à notre capacité de percevoir une rémunération.

Dans d'autres communautés, notamment traditionnelles, l'activité journalière consiste à "faire sa part" pour répondre aux besoins du groupe (aller chercher de l'eau, cultiver un champ, soigner par les plantes, ...). Ce qui est central n'est pas la question monétaire, mais l'utilité de l'activité réalisée.

Dans le contexte actuel de crises, et dans la perspective d'un monde aux ressources naturelles limitées (voire en voie d'épuisement pour certaines d'entre elles), nous avons la responsabilité, à notre niveau, de revenir également aux fondamentaux. A l'instar des pionniers de l'économie sociale du 19<sup>ème</sup> siècle, nous devons nous interroger sur l'utilité sociétale de nos activités, sur leurs raisons d'être, leurs finalités et leurs impacts. Et faire des choix en conscience.

#### **Oser nous questionner, pour agir en conscience**

▪ L'activité que nous menons est-elle contributrice d'un mieux-être pour tous, dans un environnement préservé et partagé, ou au contraire, porte-t-elle atteinte à l'altérité de certaines populations, à la nature? Notre activité est-elle simplement génératrice de superflu, de virtuel, d'une surconsommation inutile? Si oui, est-il éventuellement possible d'envisager un plan stratégique de transformation de l'activité sur quelques années?

▪ Dans le domaine culturel, toutes les activités artistiques sont-elles en elles-mêmes légitimes et un plus pour la société? Quelles règles du jeu pour le soutien à la création? Comment intègre-t-on les effets sociétaux (positifs ou négatifs) de l'activité artistique?

#### *L'exemple de certains éco-festivals –*

*Au fil des années, la prise en compte des questions environnementales a fortement progressé. Tri des déchets, réduction de la consommation énergétique, incitation à se déplacer autrement, ... sont aujourd'hui inscrits dans les cahiers des charges de nombreux festivals. Mais que penser lorsque parallèlement, la consommation d'alcool explose sur plusieurs manifestations, nécessitant de multiplier les interventions sanitaires, et plus encore les forces de police?...*

*Quelle est la plus-value sociétale si les préoccupations environnementales occultent le mal-être humain?*

Dans le même esprit, nous avons la possibilité de dépasser des situations de stigmatisation comme par exemple celles des personnes sans emploi qui ne doivent plus être caractérisées

<sup>19</sup> Approche qui consiste à monétariser "les services rendus la nature". Ex. l'absorption du carbone par les forêts, l'apport des ressources naturelles, ...

par leur situation d'exclusion professionnelle, mais au contraire, être considérées pleinement parce qu'elles sont porteuses de ressources (en temps, en compétences) et potentiellement actives dans d'autres domaines que le monde salarial (activités associatives, implication dans leur quartier, ...). Dès lors, la question du revenu pourrait être élargie à une notion d'utilité sociétale et la rémunération envisagée avec d'autres règles du jeu.

Ce changement de posture reviendrait, par ailleurs, à revaloriser un certain nombre de professions, non plus en fonction du niveau de diplômes des personnes qui les exercent, mais en tenant compte de leurs apports à la société.

Le cinquième niveau à interroger pour aller dans le sens du développement durable correspond à celui de **nos organisations**.

Il comprend, d'une part le statut et les règles du jeu pour lesquelles nous optons, d'autre part (mais c'est souvent lié au premier point), la posture que nous choisissons dans le rapport aux autres et en termes d'ancrage territorial.

Les cultures entrepreneuriales sont diverses et induisent la forme d'organisation que nous adoptons. Structure informelle et engagement oral pour les tontines<sup>20</sup> africaines, choix de l'entrepreneuriat collectif via une Société Coopérative de Production, préférence pour la Société Anonyme et pour son principe de rémunération du capital, ...: "*dis-moi à quel statut tu adhères, je te dirai quelle est ta vision de la société*"!

Les fondements des types d'organisations inventés par les pionniers de l'économie sociale résonnent aujourd'hui comme porteurs d'une étonnante modernité. Faire le pari de l'intelligence collective et de la redistribution des dividendes au bénéfice de la communauté, donner la primauté à l'humain sur le capital financier, reconnaître la place de chaque partie prenante (une personne = une voix), ... sont autant de dimensions en pleine adéquation avec les principes du développement durable (mutualisation, équité, solidarité, économie plurielle via une intervention croisée dans l'économie de marché, l'économie publique et l'économie de la réciprocité, ...).

Néanmoins, le statut ne garantit pas l'éthique du fonctionnement, et la conduite de chaque entité est un défi en soi. De même, il faut être conscient que certains d'entre eux comportent des ambiguïtés. Ainsi si les fondations sont plébiscitées par les donateurs pour les exonérations fiscales qu'elles génèrent, et par les réceptionnaires des dons, ... elles provoquent, de fait, un manque à gagner pour les finances publiques. Et réduisent donc d'autant les ressources permettant de prendre en charge les services publics et les dispositifs de solidarité...

---

<sup>20</sup> Initiées par les femmes africaines, les tontines existent de longue date. Elles correspondent à un système de mutualisation monétaire. Quelques femmes s'associent pour verser leurs économies dans une bourse commune. Elles prêtent à l'une d'entre elles la somme ainsi récoltée pour lui permettre de lancer ou développer une activité économique. Au fur et à mesure du remboursement du prêt ainsi concédé, une autre femme va pouvoir bénéficier d'un soutien financier pour développer à son tour une activité. Les femmes africaines sont ainsi les véritables inventrices du micro-crédit.

Les deux derniers niveaux de transformation sont intimement liés, et même souvent confondus. Nous entendons souvent "*changez vos comportements : triez vos déchets!*". Mais il y a dans ce cas un abus de langage, le tri des déchets relevant non pas d'un comportement mais d'une **pratique (nos habitudes, us et coutumes)**.

Dans ce domaine, la part des références culturelles est considérable. Notre cuisine, notre rapport à notre logement, nos pratiques sportives, notre rapport au livre ou à aux technologies de l'information et de la communication, ... ont un lien intrinsèque avec nos origines. Ne pas intégrer cette donnée pour avancer dans le sens du développement durable, c'est risquer de lancer à la mer des bouteilles pleines de plomb et aller droit à l'échec. On peut, à titre d'exemple, citer les ratés de certains projets de "quartiers durables" où, au nom de la convivialité, les architectes avaient systématisé les cuisines ouvertes "à l'américaine". Une configuration inacceptable pour certaines familles, par exemple originaires du Maghreb, pour lesquelles la fabrication des repas relève d'un lieu presque "sanctuarisé". De même la gestion de l'espace public génère parfois des conflits d'intérêt, faute d'avoir pris le temps de débattre des différentes habitudes de vie en extérieur et de négocier les règles du jeu d'une cohabitation acceptable<sup>21</sup>...

Enfin, c'est le niveau de nos **comportements** (nos postures, nos attitudes) que nous devons analyser pour nous interroger sur notre capacité à passer des caps dans le sens de la durabilité. Or, notre culture, notre environnement et notre parcours de vie influent incontestablement sur les postures que nous adoptons et sur notre façon de réagir aux événements.

Par exemple :

- Face au mal-être ou au stress, certaines populations vont plutôt opter pour la musique ou la méditation et d'autres pour les antidépresseurs comme outil transitionnel
- En fonction des origines, nous aurons le réflexe du toucher (Brésil) ou au contraire celui de la distance (Grande-Bretagne) pour signifier notre considération à un interlocuteur
- Certaines cultures suscitent l'esprit d'initiative (Québec, Brésil, ...), d'autres entretiennent la culture du doute inhibiteur face à un projet (France, ...)<sup>22</sup>
- En situation de résistance, des populations revendiquent le pacifisme (ex. posture du peuple Kichwa de Sarayaku pour résister à l'armée équatorienne et aux sociétés pétrolières) ou ont recours à la violence et au terrorisme
- Notre rapport à la nature diffère fondamentalement suivant que nous soyons empreints d'une culture rurale ou urbaine, d'une communauté chrétienne ou animiste, ...

---

<sup>21</sup> Cf. voir politiques publiques de la ville de Montréal

<sup>22</sup> Dans un cas, qui dit idée, dit mise en mouvement et adaptation du projet au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Dans l'autre, on passe d'abord beaucoup de temps à décliner toutes les raisons pour lesquelles cela ne devrait pas marcher...

**Echo des travaux "richesses" des Pays de la Loire (extraits)**

Quelles richesses avons-nous gagnées ? *"une prise de conscience environnementale. Des pratiques et techniques environnementales (gestion des déchets, énergies renouvelables, ...)*

Quelles richesses avons-nous perdues? *"le lien sensoriel avec la nature."*

**La nature vue par les Japonais**

Dans la langue japonaise, la nature était au départ considérée comme un SUJET. Au vingtième siècle, la montée en force de l'utilitarisme et du consumérisme aidant, un nouveau mot la situa en tant qu'OBJET. Il semblerait qu'au gré de l'évolution des prises de conscience, la reprise du mot ancien redonne progressivement à la nature son statut de SUJET.

- Notre vision de la gouvernance (système de régulation des choix de société) et du rapport au pouvoir varie en fonction des références culturelles.

*"Le gouvernement n'a pas le pouvoir. C'est le peuple.  
Nous, les membres du gouvernement, sommes là pour  
mettre en œuvre les politiques décidées par la population."*

Jose GALINGA, président du gouvernement territorial  
du peuple Kichwa de Sarayaku (Equateur)

- ...

Prendre en compte ces sept niveaux de transformation fondés chacun sur les questions humaines et culturelles peut nous permettre de distinguer ce qui relève de l'individuel ou du collectif, de l'intime ou du public, du personnel ou de l'institutionnel, ... Et nous éclaire en conséquence pour inventer les espaces de mobilisation et les solutions aux problèmes auxquels nous devons collectivement faire face.

### 3. Nous (re) appropriier quatre notions-clefs pour changer de cap et de voie

Enfin, notre cheminement vers le développement durable impose que nous nous (ré)appropriions quatre notions clefs, parfois évoquées en filigrane dans la partie précédente.

Tout d'abord, c'est celle de la **responsabilité**, au sens littéral de prendre conscience de nos actes et des impacts qu'ils ont, de faire des choix en connaissance de cause. Y compris en assumant les incertitudes dans un contexte où l'interpellation de nos savoirs acquis est indispensable.

*"C'est ce que nous croyons savoir qui nous empêche souvent d'apprendre".*

Claude BERNARD,  
Médecin et physiologiste français

La responsabilité suppose l'estime de soi et le respect des autres et la compréhension d'un double registre de responsabilité individuelle, qui donne des clefs pour agir, et de responsabilité collective, à vivre non pas comme une dilution entre tous des tâches à réaliser, mais dans la négociation de la répartition des rôles dans une logique de subsidiarité<sup>23</sup>.

Deuxième notion, la **solidarité**. Non pas pour avoir "bonne conscience", mais parce que nous sommes membres d'un tout<sup>24</sup>, et en interdépendances. Pour que le tout fonctionne, il est indispensable que chaque entité aille bien. Il est donc de notre responsabilité, non pas morale mais démocratique, de prendre notre part dans l'exercice de la solidarité entre tous, c'est-à-dire dans la reconnaissance de l'altérité des personnes et dans la promotion de l'équité<sup>25</sup>.

Troisième notion, l'urgence de la **démocratie collaborative qui renvoie à la question de l'ENGAGEMENT.**

*« Nous sommes tous acteurs. Etre citoyen, ce n'est pas vivre en société.*

*C'est la changer ! »*

Augusto BOAL  
Chimiste, dramaturge et homme politique brésilien

En effet, contrairement à la démocratie participative qui s'exerce aujourd'hui dans une logique de "regard citoyen sur les affaires publiques", la démocratie collaborative part du principe que la mise en place d'un nouveau modèle de développement suppose l'adhésion et la mise en action de tous. Dès lors, l'enjeu consiste à faire en sorte de mobiliser des

---

<sup>23</sup> Au sens premier : se répartir les rôles en fonction des aptitudes et compétences de chacun(e), pour être le plus efficace possible, au plus près du terrain

<sup>24</sup> Solidarité : en solido en Latin (en entièreté)

<sup>25</sup> L'équité découle de l'altérité, puisqu'elle suppose la mise en œuvre de solutions adaptées à la situation et aux caractéristiques de chaque personne. Contrairement à l'égalité qui suppose une uniformisation des solutions pour tous les individus.

acteurs parlant d'endroits différents, ayant des intérêts différents- voire divergents -, et qui pourtant vont faire chacun leur part.

Cette vision sous-tend, par exemple, le texte international de l'Agenda 21 de la culture de Barcelone<sup>26</sup>.

Elle impose plusieurs changements de posture, tels que:

↳ Le renouvellement de notre rapport à la connaissance, notamment via la reconnaissance à valeur égale de différents types d'expertise (expertises académiques, politiques, techniques, ... mais aussi celles issues du vécu) pour trouver de nouvelles clefs dans notre monde "controversé"<sup>27</sup>

↳ L'adhésion à la notion d'intelligence partagée et au principe de l'open source<sup>28</sup>

↳ La prise en compte de la notion de capacités<sup>29</sup>, permettant de valoriser d'autres dimensions que les seules aptitudes ou compétences, comme par exemple la capacité d'adaptation dans des situations complexes, l'interculturalité, la créativité, l'esprit d'initiative .... Et qui impose de sortir de la seule culture de la norme et de la notation, de considérer l'importance des aptitudes cognitives, mais aussi de s'autoriser le "lâcher prise" pour donner place au sensoriel.

Enfin, la notion de "**communauté de territoire**" représente une alternative à la globalisation économique, pour inventer une mondialisation constructive, solidaire et apaisée. Elle propose des clefs pour constituer des collectifs d'acteurs dans chaque territoire, qui se dotent d'un projet commun, se mobilisent ensemble et se mettent en lien et en collaboration avec les autres territoires du monde.

*« Dans la vie, il n'y a pas de solution. Il y a des forces en marche.  
Il faut les mobiliser et les solutions suivent ».*

Antoine de Saint-Exupéry  
Ecrivain français

En résumé, nous devons être conscient que le devenir de l'humanité passera par notre capacité à nous situer en société « bienveillante », « apprenante », ouverte aux autres et à la transformation. Pour y parvenir, nous devons faire le pari de la confiance entre les générations pour aujourd'hui et pour l'avenir (dépasser la pédagogie par la peur de Hans

---

<sup>26</sup> Voir principe n°5

<sup>27</sup> = un monde où la science ne suffit plus pour comprendre, voire où les savoirs académiques jusque-là stabilisés peuvent être remis en cause

<sup>28</sup> Qui vise à défendre l'idée qu'il n'y a pas de propriété intellectuelle en développement durable, puisque l'enjeu est de diffuser les savoirs et expériences auprès du plus grand nombre, d'échanger librement sur les difficultés et échecs

<sup>29</sup> Terme créé par Armatya SEN, prix Nobel d'économie 1998

JONAS, et préférer la posture d'Ulrich BECK qui fait le choix de croire que le renouvellement de nos façons d'agir est à notre portée<sup>30</sup>).

Soyons **résilients**<sup>31</sup>, **lucides et visionnaires**. Accordons-nous le **droit à l'utopie et à l'optimisme pour demain**. Osons l'**audace** et la **créativité**. Sortons des cadres et bougeons les lignes pour devenir chacun et tous ensemble ce que Noberto BOBBIO désignait comme les "**avant-courriers d'un monde meilleur**"<sup>32</sup>.

*"... En ce lieu de colère et de pleurs,  
Se profile l'ombre de la mort,  
Et je ne sais ce que me réserve le sort,  
Mais je suis et je resterai sans peur,  
Aussi étroit soit le chemin,  
Nombreux les châtiments infâmes,  
Nous sommes les maîtres de notre destin,  
Nous sommes les capitaines de nos âmes."*

En référence à

Invictus de William Ernest HENLEY

Écrivain anglais

(Poème préféré de Nelson MANDELA)

#### **Le peuple Kichwa de Sarayaku, "avant-courrier d'un monde meilleur"<sup>33</sup>**

Depuis plus de vingt-cinq ans, le peuple Kichwa de Sarayaku s'est engagé dans une lutte pacifiste face aux menaces de l'industrie pétrolière pour empêcher l'exploitation du sous-sol de son territoire ancestral. Et ce, au nom de la préservation de la biodiversité et de la diversité culturelle de l'Amazonie, ou encore de la revitalisation du Sumak Kawsay, principe indien visant à « *construire une nouvelle forme de coexistence citoyenne, dans la diversité et en harmonie avec la nature* ».

Pour ce faire, le Peuple Kichwa de Sarayaku s'est ouvert au monde, analysant depuis plusieurs décennies comment pensent et agissent les acteurs occidentaux aux manettes de la globalisation économique. Par cette voie, il traduit sa volonté de défendre ses valeurs et de « garder la main » sur les événements, et entend tirer les enseignements du 15<sup>ème</sup> siècle, époque où seulement quelques centaines de colons espagnols avaient réussi à mettre sous tutelle plus de douze mille Indiens,

Ainsi, résistant aux humiliations et aux provocations guerrières, les Kichwa ont par exemple réussi dans les années 2000, et grâce à une intervention volontariste des femmes, à faire échouer la tentative de l'armée équatoriale et des sociétés pétrolières de pénétrer illégalement sur leur

<sup>30</sup> Voir "la société du risque", 1986

<sup>31</sup> La résilience selon Boris Cyrulnick, médecin français = "l'art de naviguer dans les torrents", de savoir réussir à surmonter les épreuves de la vie et à rebondir.

<sup>32</sup> Voir "le sage et le politique"

<sup>33</sup> Cf. expression de Noberto BOBBIO dans "le sage et le politique"



territoire pour évaluer les réserves de pétrole. S'inscrivant depuis plusieurs années dans les dispositifs institutionnels internationaux et nationaux, ils ont ouvert la voie vers la reconnaissance de toutes les populations autochtones, et s'appêtent à faire jurisprudence dans quelques semaines, si la Cour interaméricaine des droits de l'Homme condamne effectivement l'Etat équatorien, suite à la plainte déposée pour non respect de la vie et de l'altérité du Peuple Kichwa de Sarayaku.

Presque trois décennies après le début de leur lutte, les Kichwa se révèlent d'une étonnante modernité, voire comme des précurseurs sur de nombreux sujets sociétaux. Dans le domaine du changement climatique et de la préservation de l'Amazonie, ils ont été pionniers et le scénario Yasuni ITTI apparaît aujourd'hui comme un pâle prolongement de leur propre démarche. Sur le terrain des « nouveaux indicateurs de richesses », leur travail de fond sur « ce qui fait abondance » et « ce qui fait pauvreté » est très éclairant à l'heure où nous cherchons des alternatives au PIB. Leur vision du développement, qui repose sur l'exigence du maintien de l'équilibre entre l'économie traditionnelle et l'économie monétaire, résonne avec notre urgente nécessité de promouvoir une économie plurielle et post-pétrole. Leurs propositions relatives à l'intégration de la nature dans l'histoire, non pas comme un facteur productif mais comme une part inhérente de l'être social, ou évoquant les droits de la nature et la notion de propriété collective des sols désormais inscrits dans la Constitution équatorienne. Elles constituent, qui plus est, des bases de réflexion particulièrement pertinentes à l'heure où émerge l'idée de l'actualisation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

Reste pour nous à apprendre des apports du Peuple Kichwa de Sarayaku et à lui donner toutes les occasions possibles de faire entendre sa voix, de faire connaître et de diffuser sa conception de la richesse. Et, à l'instar de la Région Rhône-Alpes qui vient de signer la première convention cadre entre une collectivité et un peuple autochtone, de faire en sorte que le gouvernement local de Sarayaku trouve toute sa place dans les réseaux des institutions territoriales et dans les négociations internationales sur le climat.

<http://yasuni-itt.gob.ec/>

[www.parolesdenature.org](http://www.parolesdenature.org)

[sarayaku@parolesdenature.org](mailto:sarayaku@parolesdenature.org)

*NB – Cet article est paru dans la revue mensuelle des acteurs du développement local Territoires en décembre 2011*

Hélène COMBE

Déléguée générale de l'Observatoire de la Décision Publique,

Titulaire de Chaire "développement *humain* durable & territoires" de l'Ecole des Mines de Nantes